**COMMISSION PARITAIRE NATIONALE
DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'HLM**

Procès-verbal de la réunion du 17 mars 2016

La Commission Paritaire Nationale s'est réunie au 2 rue Lord Byron, Paris 8^{ème} le 17 mars 2016

Etaient présents :

Collège employeurs : M. Gilbert BAUX (La Maison Ardennaise)
M. François HERBIN (Logimanche)
M. Pascal MASSON (SCP Habitation Familiale et HF Gestion)
M. Loris DE ZORZI (AXANIS)
Mme Isabelle ROUDIL (Fédération des Coopératives d'Hlm)

Collège salariés : Mme Solange MEON – titulaire (FNCCB-CFDT)
Mme Monique VERGNES – titulaire (CGT)
M. Pascal ROBIN - suppléant (CGT),
M. Paul MICHAUX – titulaire (SNPHLM-UNSA)

Secrétariat : Le secrétariat est assuré par Laurence Denis-Retaillaud

Etaient absents ou excusés :

Collège salariés : M. Jean-Jacques BAGHDIKIAN (FO) ; Mme Jocelyne SYLVA-MENDY (SNUHAB-CFE-CGC) ; M. Alain BOUABDALLAH (FNCCB-CFDT) ; M. BRESSOT (FO) ; M. JANSSENS (SNPHLM-UNSA).

Collège employeurs : M. Laurent KOLHER (Habitat de l'III) ; M. Jean BROCAIL (SCP Cléome)

La séance est ouverte à 13 heures 55

Mme Jocelyne Sylva-Mendy ainsi que M. Alain Bouabdallah et M. Jean-Jacques Baghdikian présentent leurs regrets de ne pas pouvoir assister à cette réunion.

1) Approbation du procès-verbal de la CPNEF du 14 janvier 2016

Le procès-verbal de la CPNEF du 14 janvier 2016 est adopté à l'unanimité.

2) Bilan des actions ARECoop

Isabelle Roudil remet en séance le bilan des actions réalisées en 2015 par ARECoop et rappelle que les Coopératives payent une surcotisation pour financer le compte de groupe. Sur le budget de 360 000 euros, 261 508 euros ont été dépensés. Le surplus ne sera pas perdu grâce à la fongibilité.

Le tableau fait apparaître (en vert) les financements en intra, c'est-à-dire qui concernent des formations qui se déroulent en principe au sein d'une coopérative ce qui permet une meilleure adaptation aux spécificités de l'entreprise.

3) Annexe IV relatif au personnel d'entretien et de gardiennage

Le collègue salarié se prononce contre la proposition du collègue employeur, exposée lors de la dernière réunion de CPNEF, consistant dans la répartition en trois filières des emplois du personnel relevant de l'annexe IV.

Le collègue salarié considère qu'il est préférable de conserver l'annexe IV en l'état.

Le collègue employeur en prend acte.

En conséquence, la classification du personnel d'entretien et de gardiennage est celle qui figure dans l'annexe IV.

4) Accord d'intéressement de la Coopérative COPROCOOP

Isabelle Roudil souligne la particularité de cette Coopérative de 4 salariés. Elle rachète des logements au sein de copropriétés en difficulté en Ile de France.

La CPNEF rend un avis favorable, à l'unanimité, sur l'accord d'intéressement de la Coopérative COPROCOOP.

5) Les modifications apportées par la Loi du 6 août 2015 (dite Loi Macron) en matière d'intéressement

Laurence Denis-Retaillaud présente la note remise en séance à propos des modifications apportées par la Loi Macron du 6 août 2015.

Parmi ces mesures, on peut citer :

- L'obligation pour les branches de négocier un régime d'intéressement au plus tard le 31 décembre 2017. Celui-ci devra être adapté aux spécificités des entreprises de moins de 50 salariés. Compte tenu de la complexité du dossier et du manque de précisions administratives sur les modalités pratiques d'application pour les structures de moins de 50, il est convenu d'attendre de voir comment les autres branches auront négocié un tel régime.
- Les entreprises de moins de 50 salariés qui mettent en place un dispositif d'intéressement (ou de participation) pour la 1^{ère} fois (ou la 1^{ère} fois depuis 5 ans) bénéficient d'un forfait social réduit à 8% au lieu de 20% pendant 6 ans à compter de la date d'effet de l'accord.
- La date limite de versement de l'intéressement est fixée au dernier jour du 5^{ème} mois suivant la clôture de l'exercice (soit le 31 mai lorsque l'exercice correspond à l'année civile). Tout versement qui intervient après cette date produit des intérêts de retard à verser aux salariés en même temps que le principal. Ces intérêts éventuels bénéficient du même régime social que l'intéressement et ne sont donc pas assujettis à la CSG ni à la CRDS.

6) Avenant n°16 pour le statut cadre

L'avenant n°16 intègre les observations formulées par le collègue salarié lors de la dernière CPNEF, à savoir le remplacement du terme statut par le terme catégorie professionnelle pour les non cadres. L'avenant n°16 est remis en séance et est ouvert à la signature des partenaires sociaux le jour même. La date de fermeture de la signature de l'avenant est dans un mois, soit le 17 avril au soir.

7) Questions diverses

Saisine de la CPNEF par les salariés suite à la mise en œuvre de la nouvelle grille de classification

Deux documents sont remis en séance : la lettre de saisine d'un salarié adressée à la CPNEF et le courriel d'un salarié adressé à Isabelle Roudil qui lui demande conseil.

Avant d'examiner les deux dossiers, les modalités de la procédure à respecter pour saisir la CPN dans le cadre de la nouvelle grille de classification sont précisées.

La procédure de saisine de la CPNEF suite à la mise en œuvre de la nouvelle grille de classification est la suivante :

- Le salarié doit saisir un membre titulaire de la CPNEF :
 - o Pour le collègue salarié :
 - Mme Solange MEON (FNCCB-CFDT)
 - Mme Monique VERGNES (CGT)
 - Mme Jocelyne SYLVA-MENDY (SNUHAB-CFE-CGC)
 - M. Paul MICHAUX (SNPHLM-UNSA)
 - M. Jean-Jacques BAGHDIKIAN (FO)
 - o Pour le collègue employeur :
 - M. Gilbert BAUX (La Maison Ardennaise)
 - M. François HERBIN (Logimanche)
 - M. Pascal MASSON (SCP Habitation Familiale et HF Gestion)
 - M. Loris DE ZORZI (AXANIS)
 - M. Laurent KOLHER (Habitat de l'III)
 - M. Jean BROCAIL (SCP Cléome)
- Le membre titulaire de la CPNEF accepte, ou refuse, de porter la demande de saisine de la CPNEF.
- Le membre titulaire de la CPNEF, qui a accepté de porter la demande, saisit lui-même la CPNEF par courriel ou courrier adressé à tous les membres de la CPNEF, dans un délai raisonnable avant la date de la CPNEF qui examinera le dossier.
- Le membre titulaire de la CPNEF constitue lui-même le dossier devant être présenté avec l'ensemble des pièces justificatives à l'appui de la demande du salarié.
- Dans ces conditions, la CPNEF pourra rendre un avis sur le respect de la procédure quitte à demander à l'employeur de reprendre la procédure telle que définie à l'avenant n°10 relatif à la classification.

Sur la lettre de saisine de la CPNEF :

- Solange Méon informe la CPNEF, en séance, qu'elle a été saisie par ce salarié, et qu'elle accepte de porter la demande de ce salarié.
- La CPNEF demande à Solange Méon de constituer un dossier afin que la CPNEF prenne connaissance de la nature exacte de la contestation du salarié et apprécie le respect de la procédure.

A propos du courriel adressé à Isabelle Roudil, il est convenu que cette dernière, répondra à ce salarié, au nom de la CPNEF, en lui indiquant les étapes de la procédure à suivre dans le cadre de la saisine de la CPNEF.

Un débat s'instaure entre les deux collèges. Le collège employeur indique que la Commission ne peut rendre un avis que sur la forme et non pas sur le fond. Elle ne peut se substituer à l'entreprise. Le collège salarié trouve regrettable que la commission ne puisse pas mieux s'impliquer dans les saisines des salariés.

8) Calendrier

Les prochaines réunions prévues sont les suivantes :

- 9 juin (date modifiée) : les thèmes seront définis ultérieurement
 - o de 14 heures à 16 heures 30 : CPN et CPNEF (en fonction de l'ordre du jour)
- jeudi 20 octobre (date à confirmer) : les thèmes seront définis ultérieurement
- jeudi 1^{er} décembre : négociation annuelle obligatoire (NAO)
 - o De 9 heures 30 à 11 heures : collège salariés
 - o De 10 heures à 11 heures : collège employeurs
 - o De 11 heures à 16 heures 30 : CPN et CPNEF (en fonction de l'ordre du jour)

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15 heures 45.

P.O.

La Secrétaire,

Laurence Denis-Retaillaud

Le Président de séance,

M Gilbert Baux